

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Quotidienne. Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois.

Le Numéro



Cinq Sous

PRIX DE L'ABONNEMENT.

Edition Hebdomadaire. Un An 6 Mois 3 Mois 1 Mois.

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRAIRE.

PRO ARIS ET FOCIS

SCIENCES, ARTS.

Journal Français Quotidien

NOUVELLE-ORLÉANS, MERCREDI MATIN, 19 OCTOBRE 1898.

Fondé le 1er Septembre 1827

NEW ORLEANS BEK PUBLISHING CO., LIMITED. Bureau: 233 rue de Chartres.

POUR LES PETITES ANNONCES DE DEMANDES, VENDES ET LOCATIONS, ETC. QUI SE PUBLIENT AU PRIX RÉDUIT DE 10 CENTA LA LIGNE, VOIR UNE AUTRE PAGE.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABELLE

Jusqu'à la dernière heure.

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

\$20,000 de récompense.

Paris, 18 octobre.—La duchesse douairière de Sutherland a offert une récompense de \$20,000 à qui lui rapportera ses bijoux que l'on évalue à \$150,000.

Les fonctionnaires espagnols de Porto Rico se naturalisent Américains.

Madrid, 18 octobre.—Le président du conseil, Señor Sagasta, ayant à préparer une longue dépêche à M. Montero Rios, président de la commission de paix espagnole, le cabinet n'est pas réuni, aujourd'hui.

Les exportations d'Allemagne aux Etats-Unis.

Berlin, Allemagne, 18 octobre.—Pendant le dernier trimestre l'Allemagne du Nord a exporté aux Etats-Unis des marchandises d'une valeur de \$11,247,380, une augmentation de \$3,910,835 sur la période correspondante de l'année dernière.

L'ouragan sur les côtes de l'Angleterre.

Londres, 18 octobre.—L'ouragan continue toujours sur les côtes sud et est de la Grande-Bretagne. Le service de la poste a été interrompu entre Douvres et Calais. Les bateaux des sauvetage ont eu fort à faire pour arracher à la mort beaucoup de victimes.

La Commission de Paix. La question de la dette cubaine.

Paris, 18 octobre.—Le général s'occupe de la séance qu'a tenue, hier, la commission de paix hispano-américaine.

Après des délais apportés dans les négociations à cause de la différence des langages par les membres de la commission, ce journal fait les réflexions suivantes.

La véritable cause de ces retards est le défaut d'esprit de conciliation de la part des Américains.

On sait que, en ce qui concerne Porto Rico et Cuba, les articles du protocole sont absolument positifs.

L'Espagne cède Porto Rico aux Etats-Unis et elle abandonne toute sa souveraineté sur Cuba.

Ces deux points sont définitivement réglés; il n'y a pas à y revenir. Là-dessus, pas de discussion possible.

En outre les espagnols se sont fait un point d'honneur de tenir scrupuleusement leurs engagements envers leurs concitoyens.

Reste la dette cubaine; sur quelle puissance va tomber cette lourde obligation? Qui garantira le reste de la dette?

Ici, les deux comités diffèrent d'opinion, et aucun des deux ne veut céder.

Les espagnols se basent sur ce principe: Quand une puissance annexe un territoire, il est entendu qu'elle en assume toutes les obligations contractées sur ce territoire.

C'est la loi internationale qui le veut ainsi; elle est sanctionnée par l'usage, il en a toujours été ainsi.

Quand la France, par exemple, a annexé la Savoie, elle a assumé toutes les dettes contractées par cette dernière, alors qu'elle était encore une province d'Italie.

Enfin, les Espagnols rappellent à leurs adversaires que Cuba est virtuellement la clé du Golfe du Mexique, une position stratégique de premier ordre pour les Etats-Unis.

C'est là un avantage immense, qui vaut bien quelque sacrifice, de la part des Américains.

A tout cela, les derniers répondent d'abord, qu'ils ne peuvent entrer dans aucune discussion relativement à la dette, attendu qu'ils ont, à cet égard, des instructions formelles de leur gouvernement.

Mais comme la commission espagnole insiste et conserve une attitude ferme, les Américains sont devenus alors conciliants. Non pas qu'ils manifestent la moindre intention de céder aux injonctions des espagnols; mais ils consentent à discuter la position prise par les espagnols.

Voici, en quelques mots le résumé de leur argumentation:

Ils déclarent que l'argent qui a été emprunté n'a pas été employé pour le bien de l'île, mais pour relever le misérable état financier de l'Espagne, pour se procurer des fonds que l'on ne pouvait lever dans la péninsule; par conséquent, c'est bien là une dette personnelle pour l'Espagne.

De plus, les Américains prétendent que l'Amérique n'a pas l'intention d'annexer Cuba et que, par conséquent, elle ne doit pas assumer la dette.

Enfin, ils ajoutent que la guerre a coûté des sommes fabuleuses au peuple américain qu'il ne veut pas assumer cette dette et qu'il n'en accordera pas le droit au gouvernement de Washington.

Nouvelles des îles Hawaï.

San Francisco, Californie, 18 octobre.—Le vapeur Doric, qui arrive d'Orient par voie d'Honolulu, apporte de cette dernière ville la correspondance suivante datée du 11 octobre.

Il semble maintenant que le lieutenant Wheelock et le lieutenant Merriam échapperont à toute punition pour leur escapade du 20 octobre dernier, quand ils ont proclamé sans autorisation la loi martiale à Honolulu.

Le général King a procédé à une enquête sur le cas du lieutenant Wheelock et a suspendu l'officier.

Le rapport sera envoyé à Washington.

Le général King blâme le lieutenant Wheelock parce qu'il remplissait les fonctions de prévôt-marschal. Le lieutenant Merriam n'était pas de service.

Il maintient que Wheelock aurait dû arrêter Merriam s'il causait du désordre. Au lieu d'agir ainsi Wheelock s'est mis avec ses hommes au service de Merriam qui venait de provoquer une bagarre.

Le général regrette profondément cette affaire.

La journée entière d'hier a été consacrée à des investigations. Le capitaine Saxton, adjudant du gé-

LE JUBILE DE PAIX. Ouverture Officielle.

Les Discours.

Chicago, 18 octobre.—Huit mille personnes encombrant l'édifice de l'auditorium, pour assister à l'ouverture officielle des exercices du Jubilé National de Paix.

Tout ce qui a précédé la grande réunion d'aujourd'hui n'a été qu'une série de préparatifs. C'étaient au fond des cérémonies qui se donnaient en l'honneur du Président, personnellement.

C'est aujourd'hui, réellement qu'a commencé le Jubilé. Le temps était froid, humide; le ciel était chargé de lourds nuages, et un vent vif soufflant du dehors forçait l'assemblée à se presser du côté de la bâtisse qui est sous le vent, et à se réfugier dans les encadrements où il y avait un peu de chaleur.

La population arriva rapidement, et bien avant l'ouverture de la séance, l'énorme salle se remplissait. Elle était déjà comble, une heure que l'assemblée ne fut appelée à l'ordre.

C'est M. Charles Truax, président du comité du Jubilé qui a pris, le premier, la parole au nom du comité. Puis il a présenté M. George R. Peck qui avait la présidence de l'assemblée.

M. Peck a fait un splendide tableau de la situation actuelle des Etats-Unis; il a rappelé en termes chaleureux les hauts faits de nos marins et de nos soldats; il a cité les noms de tous ceux qui ont pris une part brillante à cette sérieuse campagne.

Il a fait un pompeux éloge du Président McKinley et énuméré les qualités dont il a fait preuve, avant et depuis le commencement des hostilités. Après avoir montré les populations du nord et du sud, unies comme un seul homme, serrant les rangs, marchant côte à côte, au bruit des mêmes chants patriotiques, sous le même drapeau, et poursuivant triomphalement la route destinée à l'indépendance, "Où, en vérité, c'est bien là pour nous l'année du Jubilé".

Ces discours s'est terminés au milieu d'un tonnerre d'applaudissements.

Après s'être reposé un instant, pour laisser l'enthousiasme se refroidir un peu, M. Peck a présenté à l'assemblée le maire de Chicago, M. Harrison, qui a souhaité officiellement la bienvenue au Président McKinley, ainsi qu'aux étrangers qui étaient venus en foule à Chicago pour assister aux cérémonies du Jubilé, qui doit durer huit jours.

Quand le Président est entré, il a été accueilli par une foule enthousiaste dont les acclamations ont duré longtemps.

M. McKinley n'a pas répondu officiellement aux chaleureux discours de bienvenue qui lui ont été adressés, bien que son nom ait été prononcé par des milliers de bouches.

Après le discours du maire Harrison, l'archevêque Ireland, de St Paul a pris la parole.

Le général Henry Duffield, de Detroit, appelé ensuite sur l'estrade, s'est adressé longuement étendu sur la nécessité de réorganiser l'armée. Il a fait un éloge pompeux de l'armée et de ses actes d'héroïsme, pendant la guerre qui vient de se terminer.

Un des plus grands bienfaits de la guerre, c'est l'union étroite qu'elle a établie entre le Nord et le Sud.

"Désormais, il n'y a plus qu'un seul peuple, qu'un seul drapeau et un même peuple poursuivant les mêmes destinées."

M. Samuel Gompers, président de la Fédération Américaine du Travail, a parlé nécessairement au nom des travailleurs. Sa situation toute particulière lui permettait de donner une tournure originale à son discours à moitié patriotique et à moitié socialiste.

Il a fait ressortir, surtout, la grandeur des institutions américaines qui se résument toutes dans cette idée: Le gouvernement du peuple; pour le peuple et par le peuple. Aussi est-ce le gouvernement de la réforme, de la justice pour tous et du progrès en toute chose.

C'est à propos d'une question d'humanité que le peuple américain est entré dans le concert des grandes nations. Il s'est imposé ainsi un grand devoir; il doit leur servir à toutes d'exemple et de modèle.

C'est le juge Emory Speers, de la Géorgie, qui a terminé cette série de discours.

Durant l'après-midi, il y a eu des meetings dans presque tous les quartiers de la ville. Au meeting Studebaker, c'est Albert J. Beverin d'Indianapolis, qui a prononcé le grand discours avec le président de l'université du Minnesota, Cyrus Northrop.

Un théâtre Columbia, le général Miles, le général H. Duffield, de De-

troit, ont prononcé de grands discours devant une nombreuse assemblée.

A l'arsenal du 1er régiment, le secrétaire James Wilson et le maire David S. Rose, de Milwaukee ont fait partie des orateurs qui ont pris la parole.

Samuel Gompers a parlé à l'arsenal du 2e régiment et Ch Emory Smith s'est fait applaudir à Turner Hall.

Les écoles publiques avaient été splendidement décorées. La journée a été consacrée aux exercices du Jubilé, et à l'audition de plusieurs orateurs distingués.

A la fin de ce discours, M. McKinley se leva; il s'appretait à s'en aller, quand, se retournant tout à coup, il s'avança vers le public pour parler à son tour.

Il y avait un grand mouvement dans l'assemblée. Il fallut que l'ex-gouverneur Oglesby se donnât quelque peine pour rétablir le silence.

Le Président s'est exprimé ainsi: "Concitoyens, j'ai été profondément ému de cette grande démonstration. J'ai été profondément touché des sentiments de patriotisme qui sont, si éloquentement exprimés ici, devant vous, par des hommes d'état distingués. Nous devons être tous fiers de voir que la guerre que nous avons entreprise n'a pas cessé, an seul instant, d'être une guerre d'humanité."

Le dernier navire qui est sorti du port de la Havane, avant la déclaration de guerre, était un navire américain qui avait apporté des secours et des provisions fournis par la charité américaine à une population en détresse. (applaudissements).

Le premier navire qui est entré à Santiago était encore un navire américain qui apportait des provisions aux cubains souffrants. Et je suis sûr que tous les citoyens américains sans exception, adressent au ciel cette prière, que la justice, l'humanité et l'esprit de civilisation caractérisent le règlement de cette guerre, comme ils en ont caractérisé tout le cours.

Les peuples droits ont leur destinée qu'ils doivent savoir. Rien ne les arrêtera, rien ne les détournera. Le maître des hommes guide leurs mouvements suivant ses desseins. Ce ne sera jamais le peuple américain qui y mettra obstacle.

A la Convention de l'Eglise épiscopale.

Washington, 18 octobre.—L'établissement de la souveraineté sur l'île de Porto-Rico par les Etats-Unis, aujourd'hui à midi, a été le sujet d'une éloquentة prière dite au service religieux de la convention des évêques et députés de l'Eglise épiscopale à Washington.

Cette prière, préparée par l'évêque Satterlee, de Washington, est la suivante:

O Dieu dont la providence ordonne toutes les choses au ciel et sur la terre, qui contrôle les événements de la vie des nations, nous reconnaissons Ta bonté qui a guidé et bini les conseils et les armes de notre nation accourant un peuple opprimé, et l'a conduite à la victoire et à la paix. Garde-nous de tous les péchés d'egoïsme et de vaine gloire. Remplis-nous de l'esprit de sagesse et de Ta sainte crainte. Courbe-nous sous le fardeau des nouveaux devoirs dont notre gouvernement s'est chargé. Renforce les bras et sanctifie les cœurs de ceux de qui dépendent les essentielles décisions dans les nouveaux pays et parmi les peuples, sur lesquels, aujourd'hui et pour toujours, s'étend notre gouvernement. Accorde-nous la grâce d'établir la souveraineté d'un bon gouvernement, la vraie liberté, la justice et l'amour, et fais qu'en toutes choses nous puissions être les instruments de Ta gloire en Jésus-Christ, Notre Seigneur, Amen.

L'évêque Doan, président de la Chambre des Evêques, et le révérend Morgan Dix, président de la Chambre des Députés, ont pris part à la célébration du service religieux.

Tous les évêques et tous les députés se sont unis dans la prière nationale.

Exécution de sept musulmans dans l'île de Crète.

Candie, île de Crète, 18 octobre.—Sept musulmans convaincus par un tribunal de meurtre de soldats anglais pendant les troubles récents à Candie ont été pendus aujourd'hui.

La fièvre jaune dans le Mississipi.

Jackson, Mississipi, 18 octobre.—La situation reste la même. La fraîcheur continue. Il y a eu ce matin une gelée blanche dont les effets bienfaisants se feront bientôt sentir.

W. T. Hagar a succombé à la fièvre jaune aujourd'hui à Jackson.

Le nombre des cas annoncés officiellement hier est 34 pour tout l'Etat. Il y a deux décès.

Harrison est le village qui ait le plus souffert. Des 269 habitants 172 ont contracté la fièvre jaune. Il en reste 100 en traitement. 37 blancs et 60 nègres sont indemnes jusqu'à présent. Il y a eu six décès à cet endroit. Il n'y a dans le village que deux maisons non infectées.

La Fièvre Jaune à Franklin.

Washington, 18 octobre.—Une dépêche de Franklin, Lne, au service de l'hôpital de la marine, rapporte 7 nouveaux cas de fièvre jaune, hier.

Le septième corps d'armée à Savannah.

Washington, 18 octobre.—Les probabilités sont que le septième corps ne sera pas envoyé d'ici quelque temps à Savannah. Les troupes ne partiront pas avant l'installation complète du camp.

Les autorités militaires s'occupent actuellement de la construction d'égoûts, de la pose de conduites d'eau, etc., afin d'assurer autant que possible la perfection du camp avant l'occupation.

Les négociations de paix.

Washington, 18 octobre.—Les fonctionnaires de Washington espèrent, mais n'en sont pas certains, que les débats d'hier à la commission de paix siégeant à Paris ont marqué le point culminant de l'opposition espagnole, et que les commissaires espagnols vont désormais se retirer graduellement de leur position.

On reconnaît que l'attaque contre la position américaine a été dirigée avec habileté et adresse.

L'opinion prévalente est que les Espagnols ont tenté d'exploiter la sympathie des autres nations européennes en faisant appel non seulement aux détenteurs de bons cubains mais aux détenteurs de valeurs purement espagnoles.

L'argument espagnol tendant à démontrer que les Etats-Unis doivent assumer la souveraineté, à moins de laisser l'île sans gouvernement légal, est considéré comme un appel direct aux détenteurs étrangers de bons cubains.

On pouvait espérer que ceux-ci demanderaient peut-être à leurs gouvernements d'aider la cause de l'Espagne en protestant contre la destruction de valeurs importantes représentées par des bons en possession de leurs citoyens.

Des considérations de ce genre ont, à certaines occasions, eu un grand poids devant les tribunaux internationaux. Mais il est clair pour les fonctionnaires de Washington que le but n'était pas tant d'influencer les plénipotentiaires américains que le gouvernement des Etats-Unis.

Les obligations municipales et locales garanties par les revenus cubains n'ont jamais été mises en question à Washington. Comme l'argent des emprunts faits par les municipalités a été employé, présumé-t-on, au profit des localités, on n'a jamais soutenu que ces obligations pussent être répu-diées.

Quel que soit le résultat des négociations de Paris relativement à la dette générale de l'île de Cuba les bons des municipalités et autres obligations du même genre conserveront leur valeur.

La proposition faite hier par les Espagnols, à savoir qu'ils abandonneraient le groupe entier des Philippines plutôt que de laisser rendre l'Espagne responsable de la dette cubaine, n'a pas surpris les autorités de Washington. On l'a immédiatement reconnue comme une nouvelle tentative des Espagnols pour mêler de quelque façon la question des Philippines à celle de Cuba dans les négociations.

Réunion des membres de l'Association nationale des Prisonniers.

Indianapolis, Indiana, 18 octobre.—Les membres de l'Association nationale des Prisonniers ont tenu une séance d'affaires ce matin.

Le comité chargé de désigner la ville où les membres de l'Associa-

tion se réuniront l'année prochaine a fait un rapport en faveur de Hartford, Connecticut.

Un membre a proposé la réunion d'une convention à la Nouvelle-Orléans, prétendant que les lois de la Louisiane ont jeté une confusion dans les affaires des prisons de l'Etat et que la présence de membres de l'Association pourrait peut-être amener un changement favorable.

Il a été ensuite proposé de tenir une session d'hiver, au mois de janvier par exemple. à la Nouvelle-Orléans.

Cette proposition a été acceptée. Une commission fixera la date.

M. Thomas Ellison, de Fort Wayne, Indiana, a lu le rapport de la commission du code criminel.

M. Ellison a dit que ce sujet couvrirait toutes les questions du ressort de l'Association. La commission, a-t-il dit, a reçu de lettres de toutes les parties de l'Union, lettres en faveur de l'inauguration d'un meilleur état de choses et de lois mieux appliquées.

Prise de possession de l'île de Porto-Rico.

Washington, 18 octobre.—Les Etats-Unis exercent maintenant la souveraineté dans l'île de Porto-Rico.

La dépêche suivante est arrivée au département de la guerre:

San Juan de Porto-Rico, 18 octobre.

Secrétaire de la guerre, à Washington.

Des drapeaux ont été arborés sur tous les édifices publics et les forts de San Juan de Porto-Rico. Les salves nationales d'usage ont été tirées. L'occupation de l'île de Porto-Rico est maintenant un fait accompli.

Signé: BROOKE.

Naufragés en danger.

Alpena, Michigan, 18 octobre.—Les six hommes de l'équipage du schooner Herahel, qui est échoué sur le récif de l'île Sulphur, sont en grand danger.

Le capitaine est arrivé à la côte cette après-midi dans le canot. L'amarre du canot s'était rompue avant que tous les hommes de l'équipage eussent eu le temps de s'y installer.

Le vent souffle à une vélocité de cinquante milles à l'heure, et les vagues balisent le pont du navire. Le remorqueur Frank W. Left est parti cette après-midi au secours des naufragés.

Le propriétaire et commandant du navire, le capitaine Thos. Clark, et les membres de l'équipage sont de Chicago.

La citoyenneté des habitants de Porto-Rico.

Washington, 18 octobre.—Par le fait qu'aujourd'hui à midi les Etats-Unis ont entrés en possession de l'île de Porto-Rico et que huit cent mille habitants ont ainsi perdu la nationalité espagnole, la question de ce que seront désormais politiquement ces habitants devient importante.

Des avis de Madrid établissent que des résidents éminents de Porto-Rico ont déjà fait des démarches pour obtenir la naturalisation américaine.

Ces avis sont erronés, car aucune loi existante ne prévoit de quelle façon ce changement de citoyenneté pourra être effectué par les habitants de l'île.

Il n'existe dans l'île de Porto-Rico aucun tribunal auquel une demande de naturalisation puisse être faite.

Des informations à cet égard prises au département d'Etat ont établi le fait qu'il a été d'usage de changer en bloc la nationalité d'un peuple dans les mêmes circonstances que le peuple de Porto-Rico.

Il peut être prudent pour les plénipotentiaires américains à Paris d'éviter toute allusion à Porto-Rico, attendu que le Président demandera peut-être que la citoyenneté soit conférée aux habitants de Porto-Rico dans la loi qui établira un gouvernement stable dans l'île.

Si ce moyen est impraticable, les lois internationales conféreront la citoyenneté américaine aux habitants de Porto-Rico, dit-on au département d'Etat, attendu que quand un traité de cession est muet à cet égard le principe établi est que la citoyenneté change avec le transfert de la souveraineté.

Dans le cas de l'annexion du nouveau-Mexique la citoyenneté américaine a été accordée aux habitants par une clause spéciale du traité.